



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 13 mars 1998

APERÇU

◆ L'économie se redresse

Le produit intérieur brut au coût des facteurs a fait un bond en décembre, grâce à la montée de la demande d'automobiles et au retour à la normale après des grèves dans deux industries.

◆ Baisse du déficit du compte courant

Le déficit du compte courant a diminué au quatrième trimestre de 1997, les résidents ayant continué de dépenser davantage qu'ils n'ont gagné à l'étranger.

◆ La construction recule

La construction résidentielle et non résidentielle a reculé en janvier, en partie à cause de la tempête de verglas qui s'est abattue sur l'Est du Canada.

◆ Investissements publics et privés records

Les entreprises et les administrations publiques prévoient investir des sommes records en installations et en équipement en 1998.

◆ Croissance modérée de la rémunération hebdomadaire

En décembre, la rémunération hebdomadaire moyenne a continué de croître à un rythme modéré. Elle a augmenté également par rapport à décembre 1996.

◆ Le déficit au compte des voyages internationaux s'élargit

Le déficit au compte des voyages internationaux du Canada était à la hausse pour une deuxième année consécutive en 1997.

◆ Fraudes en baisse pour une cinquième année consécutive

En 1996, le taux global de fraudes a chuté pour une cinquième année consécutive, glissant à son plus bas niveau en deux décennies.

L'économie se redresse

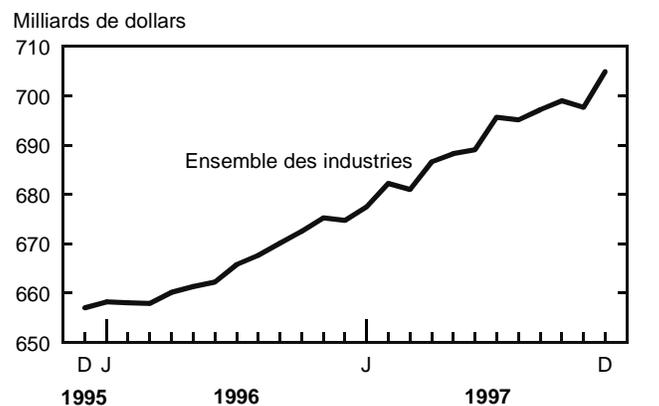
La demande d'automobiles s'est soudainement accrue en décembre et la situation est revenue à la normale dans deux secteurs aux prises avec une grève, ce qui a provoqué une hausse de 1,0 % du produit intérieur brut au coût des facteurs. Le retour au travail des 126 000 enseignants ontariens et des 45 000 employés des postes en grève a contribué de façon importante à l'accroissement général, c'est-à-dire à près du tiers de l'augmentation totale.

Le commerce de gros a progressé de 2,4 % en décembre, après avoir diminué en novembre. Dans l'ensemble, les ventes de gros ont augmenté de 10,8 % en 1997, ce qui en a fait la plus forte année de croissance depuis 1985. Le commerce de détail s'est accru de 2,2 % en décembre, propulsé par une hausse subite des ventes d'automobiles. Les ventes ont augmenté dans 16 des 18 groupes de commerce de détail. Sans les concessionnaires d'automobiles, le commerce de détail se serait soldé par une hausse de 1,4 %.

La production manufacturière a progressé de 0,7 %, après avoir augmenté en octobre et fait une pause en novembre. L'augmentation était assez généralisée puisqu'elle s'étendait à 16 des 22 principaux groupes d'industries, ceux-ci représentant près de 80 % du secteur manufacturier. Les fabricants de véhicules automobiles ont augmenté leur production pour un deuxième mois consécutif, ce qui a plus que contrebalancé la série de reculs des quatre mois précédents.

(suite à la page 2)

Produit intérieur brut au coût des facteurs



... L'économie se redresse

La production de métaux de première transformation s'est raffermie en décembre, les producteurs d'acier de première transformation, d'autres métaux non ferreux et d'aluminium laminé ayant tous fait état d'une activité accrue. La production des fabricants de matériel électrique et électronique a été faible pour un deuxième mois consécutif, les fabricants de matériel de télécommunications ayant réduit leur production. Le secteur des machines a également produit à moindre régime pour un deuxième mois de suite.

Dans le secteur minier, la production s'est accrue de 1,6 % en décembre, ce qui a plus qu'effacé la baisse observée en novembre. L'activité s'est accrue plus modestement (+0,1 %) dans le secteur de la construction, prolongeant la tendance quasi ininterrompue à la hausse amorcée au début de 1996. L'activité était aussi à la hausse dans le secteur des transports. L'activité des services financiers et des services d'assurances s'est redressée en raison de l'activité accrue des banques et des fonds communs de placement.

Données stockées dans CANSIM : matrices 4677 à 4681.

Le numéro de décembre 1997 de **Produit intérieur brut par industrie** (15-001-XPB, 15 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Pour des

Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'œuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés auprès d'autres industries en produits et services. Le PIB mensuel par industrie est évalué aux prix de 1992. Les estimations présentées dans le présent article sont désaisonnalisées au taux annuel.

En décembre 1997, les estimations mensuelles du PIB par industrie ont été diffusées pour la première fois aux prix de 1992, et les données ont été offertes à partir de janvier 1992. Les données sont maintenant disponibles à partir de janvier 1981. Les données pour la période allant de 1961 à 1980 seront diffusées à une date ultérieure.

renseignements analytiques, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145. Internet : evanric@statcan.ca. Pour des renseignements sur l'achat de données, communiquez avec Kim Lauzon au (613) 951-9417, Division des mesures et de l'analyse des industries. Internet : lauzonk@statcan.ca. (Voir aussi les «Tendances actuelles» à la page 8.)

Baisse du déficit du compte courant

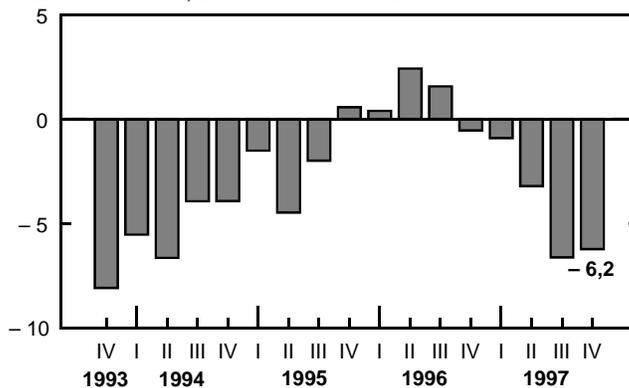
Au quatrième trimestre de 1997, le déficit désaisonnalisé du compte courant se chiffrait à 6,2 milliards de dollars, un montant quelque peu inférieur aux 6,6 milliards de dollars enregistrés au trimestre précédent. Les résidents du Canada ont continué à dépenser davantage à l'étranger qu'ils n'y ont gagné en biens, en services, en revenus de placements et en transferts. Deux types de transactions majeures ont marqué le déficit du récent trimestre : la diminution de l'excédent au titre des biens et la baisse du déficit au titre des revenus de placements.

Au chapitre du compte financier (non désaisonnalisé), un afflux record de capitaux ont été canalisés au Canada sous forme de dépôts étrangers dans des banques canadiennes. Les investisseurs de portefeuille non résidents ont vendu des obligations canadiennes pour la première fois en trois ans, bien qu'ils aient continué à acheter des actions canadiennes et des effets du marché monétaire canadiens. Les sociétés canadiennes ont continué de faire d'importants investissements directs à l'étranger, alors que les actifs de réserve canadiens ont diminué pour un troisième trimestre de suite.

L'excédent au titre des biens a diminué une fois de plus au quatrième trimestre, pour glisser à 4,1 milliards de dollars. Les exportations et les importations ont clôturé l'année 1997 à des niveaux records, mais la croissance des importations a continué de réduire l'excédent. Pour ce qui est des importations, des gains généralisés ont été enregistrés une fois de plus dans le matériel industriel, les produits automobiles, la plus grande partie des machines et du matériel, et les biens de consommation. Tant les importations de moteurs et de pièces d'avions que les importations de machines de bureau ont diminué. Les exportations de produits d'automobiles, de machines et de matériel, de matériel industriel et de produits agricoles constituaient la majeure partie des ventes de biens canadiens à l'étranger.

Solde du compte courant

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



Le déficit au titre des revenus de placements est passé de 9,2 milliards de dollars au troisième trimestre à 7,9 milliards de dollars au quatrième trimestre. La baisse des bénéfices était généralisée, seul le secteur du bois et du papier ayant réalisé des gains importants. Le déficit au titre des transactions de portefeuille a légèrement augmenté, pour atteindre 6,7 milliards de dollars.

Une entrée nette de 23 milliards de dollars provenant surtout des États-Unis a été enregistrée durant le trimestre sous forme de dépôts dans des banques canadiennes. Il s'agissait surtout de dépôts en devises étrangères provenant de sociétés étrangères non affiliées et affiliées. Certains de ces fonds ont servi à financer des placements en valeurs mobilières, y compris des prises en pension, et des investissements directs additionnels dans des opérations à l'étranger.

Après avoir investi près de 14 milliards de dollars dans des valeurs de portefeuille canadiennes au troisième trimestre, les non-résidents ont fortement réduit leurs achats nets de valeurs

(suite à la page 3)

... Baisse du déficit du compte courant

mobilières canadiennes, les abaissant à 1,6 milliard de dollars à peine. Ils ont investi 7,7 milliards de dollars, répartis également entre les actions canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Ces placements ont été contrebalancés en bonne partie par la vente nette par les étrangers de 6,1 milliards de dollars d'obligations canadiennes, surtout des obligations du gouvernement fédéral en circulation. Ces ventes ont été neutralisées en partie par le fait que les étrangers ont continué d'acheter de nouvelles émissions de sociétés. Le différentiel d'intérêt, qui a traditionnellement favorisé les investissements canadiens, s'est déplacé en faveur d'instruments américains au cours de 1997. Les taux d'intérêt canadiens à long terme ont diminué plus que ne l'ont fait leurs pendants américains.

Les sociétés canadiennes ont injecté pas moins de 4,7 milliards de dollars en investissements directs à l'étranger, ce qui représente une hausse par rapport aux 3,5 milliards du trimestre précédent. Une partie substantielle de ces investissements est allée au secteur de la finance et des assurances, principalement dans les pays n'appartenant pas à l'OCDE. Cela a porté le total pour l'année à un niveau record de tout juste en dessous de 18 milliards de dollars.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2325 à 2327, 2355 et 2360 à 2377.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lucie Laliberté au (613) 951-9055, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

La construction recule

En janvier, les municipalités ont délivré des permis de bâtir pour 2,6 milliards de dollars, en baisse de 9,9 % par rapport à décembre. Les services municipaux (y compris ceux des permis de bâtir) ont été considérablement limités par la tempête de verglas qui a privé d'électricité des millions de résidents de l'Est du Canada. Les intentions de construction résidentielle ont fléchi de 1,3 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, tandis que les intentions de construction non résidentielle ont chuté de 19,5 % pour se fixer à 1,1 milliard de dollars. Cependant, la valeur totale des permis de construction délivrés à l'échelle nationale a augmenté de 8,7 % par rapport à janvier 1997.

Dans le secteur de l'habitation, la composante unifamiliale s'est repliée de 7,7 % pour s'établir à 1,1 milliard de dollars, le premier recul en quatre mois. Cette baisse a facilement effacé la vigoureuse performance de la composante multifamiliale qui a fait un bond de 22,4 %, pour atteindre 398 millions de dollars. En Ontario, où l'on a observé la plus forte diminution dans le secteur de l'habitation, la valeur des permis de construction résidentielle a reculé de 8,6 %. Les permis ont accusé une baisse dans les composantes unifamiliale et multifamiliale. Le recul de 12,3 % en Alberta a été entièrement imputable à la chute des intentions de construction de logements unifamiliaux. La plus forte augmentation qui a eu lieu en Colombie-Britannique s'explique entièrement par un bond de 96,1 % des intentions de construction de logements multifamiliaux. Venaient ensuite le Manitoba et Terre-Neuve où les deux composantes ont contribué à l'augmentation.

Malgré la baisse globale des permis de construction non résidentielle en janvier, leur valeur totale était de 36,5 % supérieure à celle notée en janvier de l'année dernière. La valeur des permis de construction commerciale a chuté de 39,8 %, pour atteindre 507 millions de dollars, et celle des permis de construction industrielle est tombée de 4,2 %, pour s'établir à 263 millions de dollars. Par contre, la valeur des permis de construction institutionnelle a été propulsée de 31,6 %, pour se situer à 331 millions de dollars, en hausse de 71,5 % par rapport à janvier 1997. Ce gain était attribuable aux projets de construction de nouvelles écoles.

Le Québec a affiché un recul de 40,6 % de la valeur des permis de construction non résidentielle en janvier, surtout à cause du

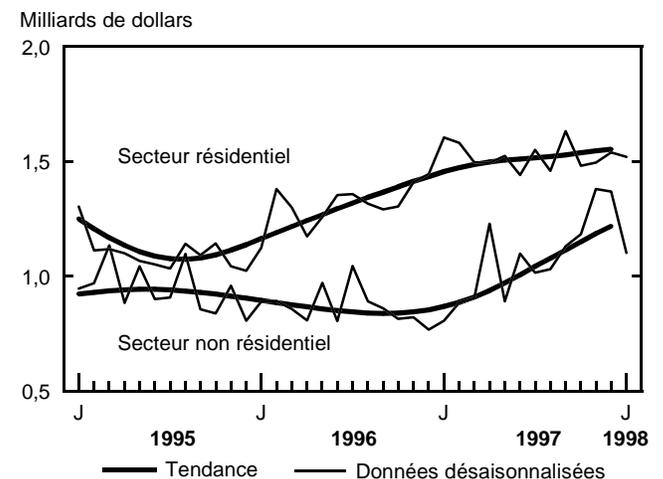
Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités qui représentent 94 % de la population. Elle fournit des indications anticipées sur l'activité dans le secteur de la construction. Les municipalités où vivent les 6 % restants de la population sont très petites, et leur niveau d'activité dans le secteur en question a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction ne comprend pas les travaux d'ingénierie (comme l'aqueduc, les égouts et le drainage) ni les coûts du terrain.

À moins d'avis contraire, les données sont désaisonnalisées. Le taux annuel est un chiffre mensuel qui avait été désaisonnalisé et multiplié par 12 pour refléter les niveaux annuels.

Permis de bâtir



ralentissement des intentions de construction industrielle. En Colombie-Britannique, la valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 33,3 % en raison de la baisse des projets de construction commerciale. En Saskatchewan où toutes les

(suite à la page 4)

... La construction recule

composantes ont affiché des replis, les intentions de construction non résidentielle ont baissé de 78,0 % en janvier.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 987, 990, 992 et 4073.

Le numéro de janvier 1998 de **Permis de bâtir** paraîtra bientôt (version Internet : 64-001-XIB, 19 \$; version microfiche : 64-001-XMB, 25 \$ / 135 \$; version papier : 64-001-XPB, 25 \$ / 248 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Internet : burejoa@statcan.ca. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Alain Paquet au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock du capital. Internet : paquala@statcan.ca.

Permis de bâtir¹, janvier 1997

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent
Canada	2 621	- 9,9	1 520	- 1,3	1 102	- 19,5
Terre-Neuve	24	74,2	16	77,7	8	67,4
Île-du-Prince-Édouard	6	- 30,9	3	- 51,6	3	22,6
Nouvelle-Écosse	31	- 23,5	23	- 13,0	8	- 44,2
Nouveau-Brunswick	34	15,4	19	14,6	15	16,5
Québec	346	- 21,0	218	- 2,1	128	- 40,6
Ontario	1 221	- 6,0	607	- 8,6	614	- 3,2
Manitoba	89	52,4	71	109,4	19	- 25,1
Saskatchewan	31	- 63,3	19	- 34,1	12	- 78,0
Alberta	383	- 13,5	260	- 12,3	123	- 15,8
Colombie-Britannique	455	- 7,3	283	21,6	172	- 33,3
Yukon	2	- 57,6	1	- 57,2	0	- 60,0
Territoires du Nord-Ouest	1	- 9,4	0	- 30,3	1	2,9

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Investissements publics et privés records

On s'attend à ce que les entreprises et les administrations publiques effectuent des dépenses en immobilisations records de 120,1 milliards de dollars au titre des installations et de l'équipement en 1998, ce qui constitue 5,5 % de plus qu'en 1997. Selon les prévisions, les investissements en machines et en matériel et les investissements dans la construction non résidentielle augmenteront. On prévoit que 55 % de la hausse totale proviendra des industries de services et que le reste émanera des industries de biens.

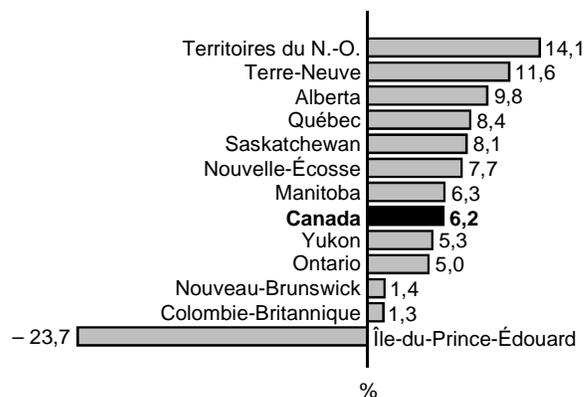
On s'attend à ce que les investissements en machines et matériel augmentent dans de nombreux secteurs d'activité, surtout du côté des entreprises chimiques, des chemins de fer, des compagnies d'électricité et des banques. Selon les prévisions, les investissements en immeubles et en services d'ingénierie connaîtront leur plus forte augmentation d'une année à l'autre en quatre ans. Après s'être fortement accrus pendant trois ans, les investissements dans le secteur de l'habitation devraient dépasser les 41,1 milliards de dollars en 1998, ce qui représenterait une hausse de 41 % par rapport au montant observé en 1995.

Les compagnies de transport prévoient investir 6 milliards de dollars en 1998, soit 1 milliard de dollars de plus qu'en 1997. Plus de la moitié de cette augmentation proviendrait des

Note aux lecteurs

Les intentions d'investissements sont fondées sur une enquête par sondage menée auprès de 23 000 entreprises, administrations publiques et institutions. L'enquête a eu lieu d'octobre 1997 à janvier 1998. Les montants sont exprimés en dollars courants.

Croissance prévue des investissements, 1998



(suite à la page 5)

... Investissements publics et privés records

compagnies ferroviaires, qui se lancent dans des investissements majeurs pour améliorer leur position concurrentielle en Amérique du Nord. Les aéroports prévoient également effectuer d'importantes dépenses en immobilisations. Les dépenses en immobilisations pour les oléoducs et les gazoducs devraient augmenter de 12,2 %.

Les investissements dans les services publics devraient se redresser en 1998, les compagnies d'électricité prévoyant augmenter leurs dépenses de 1,1 milliard de dollars. Les investissements du secteur pétrolier devraient augmenter de 6,3 %, après avoir fait un bond de 25 % l'an dernier. Dans le secteur manufacturier, on s'attend à ce que le taux de croissance des investissements descende à 1 %. Les dépenses devraient continuer d'augmenter dans l'industrie chimique en 1998, pour atteindre 2,6 milliards de dollars. Dans le secteur résidentiel, les investissements devraient augmenter de 8 % en raison de la faiblesse des taux hypothécaires et de l'accroissement de la demande de logements neufs.

Les Territoires du Nord-Ouest et Terre-Neuve devraient devancer les autres provinces et territoires en 1998, leurs investissements devant augmenter de 14,1 % et de 11,6 % respectivement. Seule l'Île-du-Prince-Édouard fait exception à la tendance à la hausse. La construction du pont de la Confédération étant achevée, les dépenses devraient diminuer de 23,7 % dans cette province.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3101 à 3132, 3134 et 3135.

La publication Investissements privés et publics au Canada – perspectives 1998 (61-205-XPB, 47 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 ou au 1 800 571-0494. Internet : gilbert@statcan.ca. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Susan Horsley au (613) 951-9815, poste 122, ou au 1 800 345-2294 (Internet : horsley@statcan.ca) ou avec Irfan Hashmi au (613) 951-9815, poste 120, ou au 1 800 345-2294 (Internet : hashirf@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Croissance modérée de la rémunération hebdomadaire

La croissance modérée de la rémunération hebdomadaire moyenne des employés sur la liste de paye des entreprises s'est poursuivie en décembre (+ 0,2 %), pour atteindre 601,79 \$. La rémunération a augmenté de 1,0 % par rapport à décembre 1996, toutefois, la croissance n'a pas été répartie également dans tous les secteurs économiques en 1997. En fait, des baisses de la rémunération ont été enregistrées dans les secteurs de l'éducation, des services de soins de la santé et des services sociaux, de même que dans les administrations publiques, reflétant ainsi la poursuite des compressions budgétaires au sein du secteur public. Par contre, les salaires des employés des secteurs miniers, financiers, du commerce de gros, de l'assurance et des affaires immobilières ont augmenté de plus de 3 %.

En décembre, le nombre moyen d'heures hebdomadaires des employés rémunérés à l'heure a atteint 31,0, en baisse de 0,7 %, demeurant pratiquement inchangé par rapport à décembre 1996. Le total des heures supplémentaires a chuté d'une façon importante comparativement à l'année précédente (- 25 %), les entreprises ayant augmenté le nombre des salariés.

Le nombre total des salariés sur les listes de paye des entreprises a augmenté de près de 50 000 en décembre surtout en raison du retour au travail des employés de la Société canadienne des postes. Le nombre de personnes sur les listes de paye des entreprises des secteurs des biens durables, des industries manufacturières et des mines, carrières et puits de pétrole s'est également accru, tandis que l'exploitation forestière, le commerce de détail, le secteur financier et l'administration publique ont enregistré de légères diminutions d'emploi.

En 1997, l'emploi dans les entreprises a augmenté d'environ 429 000, s'accroissant de façon constante. Les augmentations ont été réparties dans la plupart des secteurs d'activité, à l'exception de ceux de la construction, de l'éducation et de l'administration publique. Les secteurs qui ont le plus contribué à ces gains d'emploi ont été les industries manufacturières ainsi que les commerces de gros et de détail, ce qui a coïncidé avec les hausses des livraisons et des ventes.

Données stockées dans CANSIM : matrices 4285 à 4466, 9438 à 9452, 9639 à 9664 et 9899 à 9911.

*Des données détaillées sur les secteurs d'activité ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail seront disponibles en mars sous forme de tableaux ordinaires dans **Emploi, gains et durée du travail** (72-002-XPB, 32 \$ / 320 \$), dans la publication chronologique **Estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail, 1984-1996**, (disquette : 72F0002XDF, 120 \$) et en tableaux préparés sur demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Frindt au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur : (613) 951-4087. Internet : labour@statcan.ca.*

Rémunération hebdomadaire moyenne, décembre 1997

Données désaisonnalisées

	Ensemble des activités économiques (dollars)	Variation en %, mois précédent	Variation en %, année précédente
Canada	601,79	0,2	1,0
Terre-Neuve	526,76	1,4	- 2,4
Île-du-Prince-Édouard	483,31	4,9	- 0,9
Nouvelle-Écosse	503,77	1,0	1,0
Nouveau-Brunswick	520,02	0,4	0,8
Québec	569,82	0,3	1,3
Ontario	644,01	0,2	1,3
Manitoba	527,37	0,4	1,4
Saskatchewan	529,29	0,3	1,1
Alberta	607,57	0,6	2,3
Colombie-Britannique	615,44	0,8	- 0,7
Yukon	712,24	- 0,1	1,4
Territoires du Nord-Ouest	744,42	1,6	2,0

Le déficit au compte des voyages internationaux s'élargit

En 1997, le déficit au compte des voyages internationaux du Canada a atteint 3,2 milliards de dollars, en hausse de 6,7 % par rapport à 1996. Les dépenses des Canadiens à l'étranger ainsi que les recettes des visiteurs séjournant au Canada ont atteint des sommets en 1997. Les Canadiens ont dépensé 15,6 milliards de dollars lors de leurs voyages internationaux (+ 3,2 %), alors que les étrangers voyageant au Canada ont injecté 12,4 milliards de dollars directement dans l'économie du pays (+ 2,3 %).

Après avoir affiché un surplus au cours des deux années précédentes, le solde au compte des voyages entre le Canada et les pays d'outre-mer (autres que les États-Unis) a manifesté un déficit de 134 millions de dollars en 1997. L'appréciation du dollar canadien face à la plupart des devises européennes et au yen japonais a constitué un facteur important de la détérioration du solde au compte des voyages entre le Canada et les pays d'outre-mer.

Le nombre de voyages d'au moins une nuit effectués par les résidents des pays d'outre-mer au Canada a diminué en 1997 (- 3,4 %). Ces derniers ont dépensé 5,5 milliards de dollars, chiffre en baisse de 1,6 % par rapport à 1996. Par ailleurs, le montant que les Canadiens ont dépensé au cours de leurs voyages à l'étranger a grimpé de 7,3 % pour s'établir à un niveau record de 5,6 milliards de dollars.

En 1997, les Américains ont voyagé et ont dépensé plus au Canada. En fait, leurs dépenses ont fait, un bond de 5,6 % pour s'établir à 6,9 milliards de dollars. Également, les Canadiens qui ont voyagé aux États-Unis ont augmenté leurs dépenses de 1,0 % pour les faire passer à 10,0 milliards de dollars. Le résultat net a été une diminution du déficit au compte des voyages entre le Canada et les États-Unis, lequel s'est fixé à 3,1 milliards de dollars.

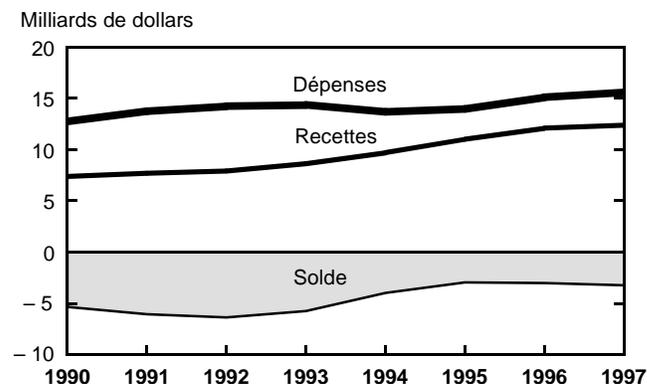
Au quatrième trimestre de 1997, des recettes records de 1,7 milliard de dollars provenant des voyageurs américains, combinées aux dépenses moindres des Canadiens aux États-Unis, ont contribué à une chute de 13,8 % du déficit au compte des voyages entre le Canada et les États-Unis. Ce déficit a atteint 672 millions de dollars, le plus petit depuis le premier trimestre de 1995. Le compte des voyages entre le Canada et les pays autres que les États-Unis a manifesté un déficit de 142 millions de dollars.

Note aux lecteurs

À moins d'avis contraire, les données trimestrielles sont désaisonnalisées. Les montants sont en dollars canadiens et ne sont pas corrigés en fonction de l'inflation.

Les recettes reflètent les dépenses des visiteurs voyageant au Canada, y compris les dépenses médicales et celles relatives à l'éducation. Les dépenses sont celles des Canadiens voyageant à l'étranger, y compris les dépenses médicales et celles relatives à l'éducation.

Déficit au compte des voyages internationaux



Les dépenses des Canadiens effectuées dans les pays d'outre-mer ont atteint un nouveau sommet de 1,5 milliard de dollars au quatrième trimestre de 1997. En même temps, les dépenses des résidents d'outre-mer en territoire canadien étaient à leur niveau le plus bas (193 millions de dollars) depuis le quatrième trimestre de 1995. Dans l'ensemble, le déficit au compte des voyages internationaux du Canada a diminué de 4,7 % pour s'établir à 815 millions de dollars.

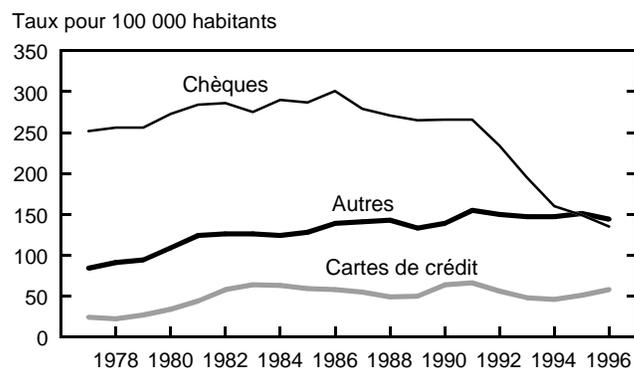
Pour plus de renseignements, communiquez avec Luc Dubois au (613) 951-1674, Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation. Télécopieur : (613) 951-2909. Internet : duboluc@statcan.ca.

Fraudes en baisse pour une cinquième année consécutive

En 1996, le taux global de fraudes a chuté pour une cinquième année consécutive, glissant à son plus bas niveau en deux décennies. Ce recul était principalement attribuable à la baisse marquée des fraudes par chèque. La police a signalé tout juste un peu plus de 101 000 fraudes en 1996, ce qui représente un taux de 337 infractions pour 100 000 habitants.

Les fraudes par chèque ont représenté 40 % des fraudes en 1996, comparativement à 70 % en 1977. Les fraudes par carte de crédit représentaient seulement 7 % de toutes les fraudes il y a une vingtaine d'années, mais cette proportion a plus que doublé pour atteindre 17 % en 1996. Les fraudes tombant dans la catégorie des autres fraudes (l'emploi du télémarketing pour frauder, l'utilisation non autorisée d'ordinateurs, les manipulations

Tendances relatives aux taux de fraudes



(suite à la page 7)

... Fraudes en baisse pour une cinquième année consécutive

frauduleuses d'opérations boursières et la supposition de personne, par exemple) représentaient 43 % de toutes les fraudes en 1996.

La Saskatchewan a déclaré le taux de fraudes le plus élevé de l'ensemble des provinces et territoires pour une cinquième année consécutive. Des taux inférieurs à la moyenne nationale ont été enregistrés au Québec, à Terre-Neuve, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest en 1996. L'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick sont les seuls endroits où le taux global de fraudes s'est accru au cours des dix dernières années.

Le Bureau d'assurance du Canada estime que de 10 % à 15 % des demandes de règlement présentées en vertu d'une assurance-automobile, d'une assurance des particuliers et d'une assurance commerciale sont frauduleusement fabriquées ou grossies. Les chiffres de l'Association des banquiers canadiens révèlent qu'en 1996, les fraudes par carte de crédit ont coûté 83 millions de

dollars au secteur, une somme dont le tiers était attribuable aux contrefaçons. Il s'agissait d'une hausse substantielle par rapport à la perte de 72,6 millions de dollars enregistrée en 1995.

Les hommes représentaient 71 % des personnes accusées de fraude et les femmes, 29 %. L'âge médian des fraudeurs était de 29 ans, alors que l'âge médian des personnes accusées d'autres crimes contre les biens était de 21 ans. La police a élucidé environ six affaires de fraude sur dix, mais elle n'a résolu que deux affaires de crimes contre les biens sur dix.

Juristat : L'évolution de la nature des fraudes au Canada, vol. 18, n° 4 (version Internet : 85-002-XIF, 7 \$; version papier : 85-002-XPFF, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou au 1 800 387-2231, ou avec Derek Janhevich au (613) 951-0038, Centre canadien de la statistique juridique.

Nouveautés de Statistique Canada

StatCan : Répertoire des séries chronologiques CANSIM

Mars 1998

Le *Répertoire des séries chronologiques CANSIM* sert de guide pour les données contenues dans la Base de données des séries chronologiques CANSIM. L'accès en direct à cette base est offert à l'échelle mondiale par l'entremise d'un certain nombre de distributeurs.

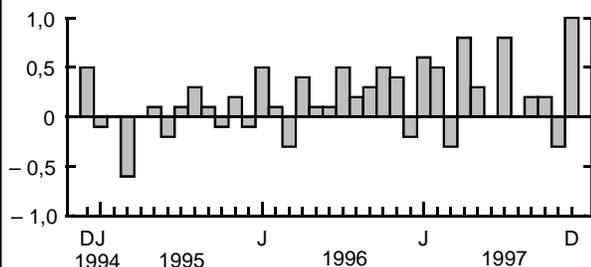
Le disque compact facilite les recherches au répertoire. Il vous est possible de chercher par mot-clé et par sujet. Le disque renferme le Système de documentation des données statistiques, une base de données de l'information sur les enquêtes et les programmes statistiques utilisés par Statistique Canada. Le disque comprend également un glossaire des termes employés par Statistique Canada et un module d'apprentissage intitulé «À propos des données de Statistique Canada». Ce dernier vous offre plus de renseignements sur les données et services disponibles.

La version CD-ROM de mars 1998 du StatCan : Répertoire des séries chronologiques CANSIM (10F0005XCB) est maintenant en vente. Un abonnement annuel comprend une mise à jour trimestrielle (Canada : 103 \$; autres pays : 103 \$ US). Pour plus de renseignements, communiquez avec votre Centre de consultation régional de Statistique Canada.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

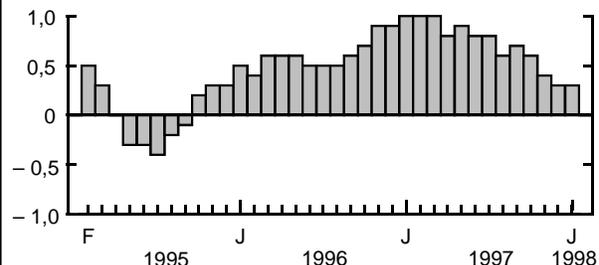
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a progressé de 1,0 % en décembre.

Indice composite

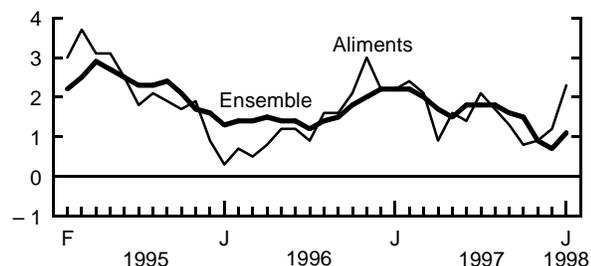
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,3 % en janvier.

Indice des prix à la consommation

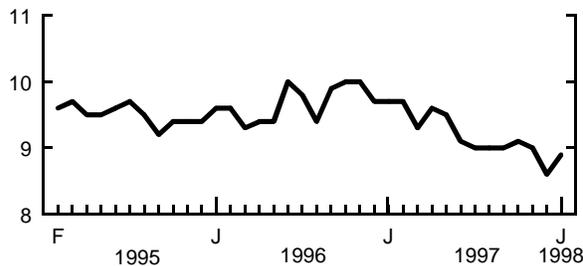
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,1 % de plus pour l'achat de biens et de services en janvier 1998, en comparaison de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 2,3 %.

Taux de chômage

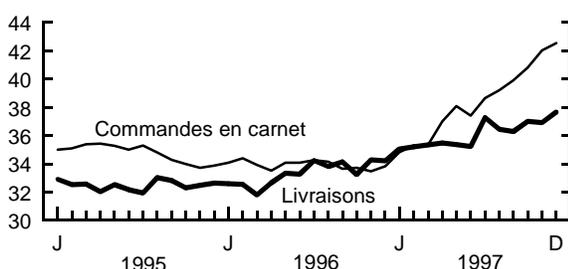
%



En janvier, le taux de chômage s'est accru de 0,3 point de pourcentage, pour s'établir à 8,9 %.

Fabrication

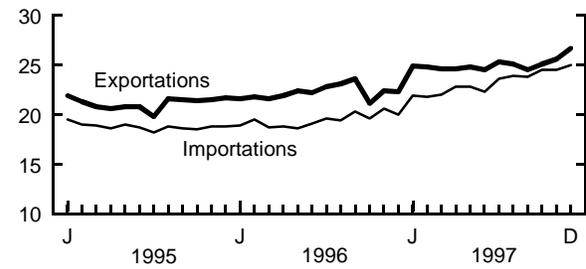
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 2,0 % en décembre pour s'établir à 37,6 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a baissé de 0,4 % pour atteindre 42,5 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En décembre, les exportations de marchandises ont monté de 3,9 % par rapport à novembre, pour s'inscrire à 26,7 milliards de dollars. Les importations ont monté de 2,2 %, pour atteindre 25,0 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	décembre*	704,9	1,0 %	4,5 %
Indice composite (1981 = 100)	janvier	202,8	0,3 %	8,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 1997	29,2	3,1 %	16,0 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	3 ^e trim. de 1997	86,2	1,2 †	2,9 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	décembre	20,1	2,7 %	8,2 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre	144,6	14,6 %	32,8 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier	14,1	0,0 %	2,5 %
Taux de chômage (%)	janvier	8,9	0,3 †	-0,8 †
Taux d'activité (%)	janvier	64,9	0,1 †	0,2 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	octobre	37,48	0,2 %	3,8 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	décembre*	601,79	0,2 %	1,0 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	26,7	3,9 %	12,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	25,0	2,2 %	20,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	décembre	1,7	0,5	-1,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	décembre	37,6	2,0 %	8,1 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	décembre	37,5	-1,7 %	6,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	décembre	42,5	-0,4 %	24,2 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,27	-0,03	-0,04
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier	107,0	0,6 %	1,1 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	janvier	119,8	0,0 %	0,8 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	janvier	114,7	-3,1 %	-13,7 %
Indice des prix des logements neufs (1986 = 100)	décembre	133,6	0,1 %	1,3 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Andrée Hébert, (613) 951-1189; Internet : hebeand@statcan.ca.
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088; Internet :
prevcha@statcan.ca.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année. Les
prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 6 au 12 mars 1998

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Juristat : Les introductions par effraction au Canada	1996			
Version Internet		85-002-XIF	7	7
Version papier		85-002-XPB	10/93	10/93
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise				
Version microfiche	décembre 1997	65-004-XMB	37/361	37/361
Version papier	décembre 1997	65-004-XPB	78/773	78/773
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Techniques d'enquêtes	décembre 1997	12-001-XPB	47	47
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	janvier 1998	44-001-XPB	7/62	7/62
Industries de l'habillement	1995	34-252-XPB	40	40
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	janvier 1998	41-011-XPB	7/62	7/62
Statistiques du charbon et du coke	décembre 1997	45-002-XPB	12/114	12/114
Statistiques de l'énergie électrique	décembre 1997	57-001-XPB	12/114	12/114
Industries de la fabrication des produits métalliques	1995	41-251-XPB	40	40
INVESTISSEMENT ET DU STOCK DE CAPITAL				
Investissements privés et publics au Canada, perspectives	1998			
Version Internet		61-205-XIB	37	37
Version microfiche		61-205-XMB	37	37
Version papier		61-205-XPB	47	47
PRIX				
Indice des prix des entrées dans l'agriculture	4 ^e trim. 1997	62-004-XPB	25/83	25/83
Le prix moyen de certaines entrées agricoles	janvier 1998	62-012-XPB	11/50	11/50
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Commerce de détail	décembre 1997	63-005-XPB	21/206	21/206
Commerce de gros	décembre 1997	63-008-XPB	19/186	19/186
TRANSPORTS				
Le transport maritime au Canada	1996	54-205-XPB	52	52

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Adresse Internet : **order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données informatisées CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve,
Labrador,
Île-du-Prince-Édouard,
Nouvelle-Écosse et
Nouveau-Brunswick**

Services-conseils
Statistique Canada
1770, rue Market, 3^e étage
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3M3

Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Internet : atlantic.info@statcan.ca

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4^e étage
Montréal (Québec)
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350

Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Avenue Holland, immeuble R.-H. Coats
Rez-de-chaussée
Parc Tunney
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116
Sans frais : 1 800 263-1136
Internet : infostats@statcan.ca
Télécopieur : (613) 951-0581

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
25, avenue St. Clair Est
Immeuble Arthur Meighen, 10^e étage
Toronto (Ontario)
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
123, rue Main
Édifice Via Rail, pièce 200
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Internet : statswpg@Solutions.net

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
2002, avenue Victoria
Tour Avord, 9^e étage
Regina (Saskatchewan)
S4P 0R7

Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Internet : statcan@SK.sympatico.ca

Sud de l'Alberta

Services-conseils
Statistique Canada
3553, 31^e Rue N.-O.
Discovery Place, pièce 201
Calgary (Alberta)
T2L 2K7

Appel local : (403) 292-6717
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 292-4958
Internet : degagnej@cadvision.com

**Alberta et Territoires du
Nord-Ouest**

Services-conseils
Statistique Canada
10 001, Bellamy Hill
Park Square, 8^e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6

Appel local : (403) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 495-5318
Internet : ewieall@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
300, rue Georgia Ouest
Library Square Tower, pièce 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863
Internet : stcvan@statcan.ca

**Appareils de télécommunications
pour les malentendants**

Sans frais : 1 800 363-7629